

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

A la presse

Lausanne, le 21 juillet 2011

Communiqué de presse : la chute de l'euro et sa répercussion sur les prix suisses au cœur du débat politico médiatique de cet été

Depuis plusieurs jours maintenant, Uniterre constate l'effervescence qui a lieu autour de la chute de l'euro et de la nécessaire répercussion de cette baisse sur les prix suisses à la consommation. Pourtant, les marges éhontées des distributeurs et le jeu de dupes des importateurs ne sont pas nouveaux. Les paysans suisses subissent cette situation depuis longtemps et Uniterre l'a souvent dénoncé en appelant notamment les politiques à agir.

Une chose doit être claire : le cours du change n'est pas le critère principal pour expliquer la différence des prix. Si ces derniers étaient fixés en fonction des coûts réels de production - c'est à dire en tenant compte des critères sociaux et environnementaux - la différence entre les prix suisses et européens seraient plus faible. Si une telle différence existe, et est mise en exergue par le débat politico-médiatique actuel, c'est bien parce que les personnes qui sont rémunérées tout au long de la chaîne alimentaire le sont de manière très inégale suivant les régions. Lorsqu'un travailleur agricole sous serre est payé 15 euros par jour en Andalousie, il est évident que la tomate produite au sud de l'Espagne demeure ultra concurrentielle par rapport à celle du Seeland ou de Genève, quelque soit le cours de l'euro. Il en est de même pour les employé-e-s des industries et de la distribution dans les pays voisins.

Ce dont il faut débattre aujourd'hui, c'est de la démission de l'Etat de son rôle d'élaborateur d'un cadre politique cohérent, stable, social et équitable. Non seulement en Suisse, mais plus généralement, entre Etats. Aujourd'hui, ces derniers délèguent leur mission à l'économie qui n'a de cesse de déréguler le marché pour chercher des solutions au plus offrant et engranger des bénéfices sur le dos des travailleurs de la filière : mandarines de Sicile cueillies par des migrants africains, fraises espagnoles récoltées par des petits mains roumaines, etc. Et quand les choses tournent au vinaigre, les entreprises privées sont les premières à faire appel à l'aide de l'Etat.

Les appels de certains décideurs, hauts fonctionnaires de l'Etat, femmes ou hommes politiques suisses à aller faire ses courses à l'étranger pour faire pression sur les importateurs et les distributeurs sont absurdes, inefficaces et démontrent bien qu'une fois de plus ils laissent les citoyen-ne-s se débrouiller seuls dans cette jungle de l'économie débridée. Ils sont de plus irresponsables car cette théorie si elle est appliquée jusqu'à

l'absurde aurait pour objectif de faire ses courses à l'étranger, faire ses vacances à l'étranger...et bientôt se délocaliser à l'étranger laissant en plan l'économie tout en faisant croire au citoyen que ce comportement n'aura aucune incidence à terme sur son emploi ou son salaire...

Ce que l'on attend d'eux, en cette période estivale pré électorale ou tout semble bon pour braquer les projecteurs sur soi, **c'est qu'ils prennent véritablement leurs responsabilités plutôt que de faire des déclarations à l'emporte pièce :**

- Qu'ils définissent des règles équitables pour éviter le dumping sur les prix à l'importation.
- Qu'ils agissent pour que la Commission de la concurrence brise l'oligopole de la distribution et les ententes verticales en Suisse afin d'avoir une surveillance des marges aux différents échelons de la filière.
- Qu'ils fassent pression pour qu'un organisme de répression des fraudes soit mis en place le plus rapidement possible.
- Qu'ils collaborent avec les Etats européens pour trouver une issue socialement acceptable pour les peuples européens qui subissent injustement les conséquences des actes irresponsables de certains acteurs économiques et étatiques de ces pays.
- En somme, qu'ils jouent enfin leur rôle et cessent de faire miroiter le mirage du « consommateur roi » qui serait en mesure de faire plier les acteurs du marché.

Et alors il serait ensuite justifié d'encourager les citoyen-ne-s à s'approvisionner directement chez les paysan-ne-s de leur région en contournant les intermédiaires pour ajouter à la pression faite par le politique sur les acteurs du marché.

Pour notre part, avec nos collègues paysans européens et nos alliés, nous prenons nos responsabilités : estimant qu'il est temps de changer le cadre de l'agriculture européenne, nous nous retrouverons du 16 au 21 août prochain à Krems en Autriche pour le 1^{er} forum européen sur la souveraineté alimentaire <http://nyeleni2011.net> qui réunira plus de 600 délégué-e-s de près de 40 pays du continent.

(voir aussi : <http://www.uniterre.ch/Dossiers/souvAlim.html>)

Contacts presse :

Pierre-André Tombez, Président Uniterre, 079 634 54 87 (français)

Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire syndicale Uniterre, 021 601 74 67, 079 672 14 07 (fr, ev. d)

Rudi Berli, secrétaire syndical, 078 707 78 83 (deutsch)